



Notre Clin d'œil à l'actualité

Écoute, écoute, écoute ! Ceux qui ont connu Roger Nicolas, humoriste des années cinquante qui commençait toujours ses histoires drôles par ces mots, ont dû revivre l'époque. Les histoires qui ont envahi nos médias cette semaine ne sont pourtant pas drôles du tout. On comprend mieux aujourd'hui pourquoi François Hollande n'a pas réagi de manière aussi virulente qu'une Angela Merkel apprenant qu'elle était espionnée par le NSA américain. Son gouvernement a fait bien pire en plaçant sur écoute prolongée son ancien adversaire du deuxième tour de la dernière présidentielle et possible adversaire de la prochaine. Et pour corser le tout, ce même gouvernement prétend ne pas en avoir été informé et ne pas vouloir l'être, au nom de l'indépendance de la justice.

Belle indépendance en effet, comme l'illustre la mise en examen très tardive de la présidente du Syndicat de la Magistrature (25% des juges), suite à la publication par Clément Weill-Raynal d'une affiche baptisée « mur des cons », dans les locaux du syndicat et qui comprenait des photos d'hommes politiques de droite, d'intellectuels et de journalistes mis au pilori par les magistrats. Christiane Taubira avait déclaré à l'époque qu'il n'était pas possible de « déterminer des responsabilités personnelles », et refusé de demander des sanctions dans cette affaire. Mais la Garde des Sceaux, fragilisée par ses mensonges avérés, n'a pu cette fois s'opposer à cette mise en examen.

Il est clair que les procédés de basse police utilisées par certains juges relèvent plus de la chasse à l'homme que du respect des lois : si leurs téléphones à eux et leurs portables étaient ainsi écoutés pendant des mois et des mois, que de turpitudes incompatibles avec l'impartialité qui doit être la leur pourraient être ainsi jetées sur la place publique !

L'autre actualité incontournable a été l'annonce que le vol MH370 de la Malaysia Airlines disparu depuis une semaine avait finalement changé de cap et volé pendant 7 heures en direction de l'Océan Indien ! Retard d'information étonnant. C'est donc en pure perte que 14 pays, 58 avions et 43 navires ont participé aux recherches en Mer de Chine ! Quelles sont donc les hypothèses ? Celle de l'attentat semble avoir été écartée, aucune explosion n'ayant été repérée par satellite. Mais seul l'examen des débris de l'avion pourrait permettre d'être affirmatif sur ce point. La dislocation en vol de l'appareil suite à la corrosion ou à des fissures ? Hypothèse peu crédible sur un avion récent. Ce problème de corrosion ou de fissures est largement connu et traité. Même l'A380 en a connu sur ses premiers vols sans risque pour la sécurité. Le changement de cap écarte l'hypothèse d'un missile. Les excellentes conditions météo ne sont pas en cause, comme pour le vol AF Rio Paris. L'équipage n'a pas communiqué, soit avec le contrôle, soit avec le système ACARS qui transmet automatiquement toute panne aux services technique de la compagnie. Un incendie à bord, danger le plus grave en aéronautique, aurait-il asphyxié les pilotes avant qu'ils ne puissent mettre leur masque et réagir ? Hypothèse qui ne tient plus dès lors que l'appareil a changé de route et continué à voler pendant des heures. Suicide du pilote ? Mais encore faudrait-il que le second pilote ne puisse s'opposer à la tentative de suicide. Le détournement reste l'hypothèse la plus crédible puisque l'avion a modifié largement sa route avant de disparaître. Couper le transpondeur qui signale l'avion aux radars secondaires est facile. Echapper aux radars primaires en revanche ne peut se concevoir que si l'appareil descend à basse altitude. Mais dans ce cas son autonomie est largement amputée. Alors qui ? Pourquoi ? Où ? On ne pose pas un 777 sur une piste sommaire ni vu ni connu. Il faudra donc attendre que les recherches aboutissent afin d'en savoir plus, en espérant qu'on puisse retrouver la "boîte noire", dont la balise fonctionne un mois en immersion.

Sans surprise, la Crimée a voté pour son rattachement à la fédération de Russie. Nous avons expliqué quels étaient les enjeux lors de deux éditoriaux. Si la Russie s'en tient là, il est probable que les gesticulations occidentales n'y changeront rien et surtout pas celles de l'Union Européenne.

Autre exemple de l'inefficacité européenne : Catherine Ashton, chef de la Diplomatie européenne, s'est rendue à Téhéran pour des entretiens axés sur les relations bilatérales entre l'UE et l'Iran et sur le nucléaire iranien, suscitant la colère des mollahs et des gardiens de la révolution dans leur projet de bombe atomique. L'Europe mise, contre toute évidence, sur un recul géopolitique de la secte obscurantiste au pouvoir à Téhéran.

Le nouveau chef du gouvernement italien Matteo Renzi a présenté mercredi une série de mesures coup de poing pour changer l'Italie. Il s'est félicité de l'adoption par la Chambre des députés d'une réforme de la loi électorale : plus de gouvernements de coalition gauche-droite, les gouvernements dureront cinq ans et donc plus de chantage des micro-partis. Il propose de reléguer le Sénat au rang de représentant des régions et de vendre aux enchères d'ici à la mi-avril cent voitures de fonction de ministères. Enfin, il annonce une baisse de l'impôt sur le revenu pour dix millions de personnes. De quoi étourdir François Hollande qui l'a reçu cette semaine à l'Élysée !

La bonne nouvelle de la semaine nous vient de PSA. Grâce à sa Peugeot 308, élue voiture de l'année, la direction de l'usine sochaliennaise du groupe a annoncé que 600 employés allaient être recrutés, dont environ 450 intérimaires, pour intégrer une équipe de nuit en place à partir du mois de juin. Une goutte d'eau dans l'océan du chômage français sans doute. Mais, une fois de plus, la démonstration est faite que ce ne seront pas les belles phrases de Montebourg ou les promesses d'inversion de courbe par Hollande qui créeront des emplois. Seuls les clients le font, séduits par des produits attractifs, vendus à des prix compétitifs.

Dissoudre le peuple par Vincent Ferrandin

« Puisque le peuple vote contre le gouvernement, il faut dissoudre le peuple », écrivait en son temps avec humour Bertold Brecht. C'est ce que se sont efforcés de réaliser, en fait sinon en droit - démocratie oblige - ceux qui sont au pouvoir chez nous depuis trois décennies, faute d'avoir d'eux-mêmes dissout leurs gouvernements quand ils n'avaient ni pu, ni même voulu réellement, résoudre les problèmes essentiels du pays. Alors gauche comme droite se sont mis en tête qu'il y avait une urgente nécessité à faire que le peuple pense « autrement » en s'alignant sur leur propre conception des urgences du moment. Sans même s'apercevoir peut-être qu'ils reprenaient à leur compte, pour y parvenir, des procédés qui furent développés par les marxistes des pays de l'Est quand Moscou et ses affidés en occident pensaient encore pouvoir communiser le monde.



C'est ce que notre bon peuple commence à vouloir sanctionner soit en s'abstenant, soit en votant pour des extrêmes de gauche comme de droite, soit en descendant dans la rue avec ou sans bonnet rouge. François Hollande est-il dans cette ligne ? Dans ses "Moi, président....." maintes fois répétés il disait qu'avec lui les choses seraient claires. Elles le sont ! Pas de son fait, comme il voulait nous en persuader, mais surtout par ce qu'il ne fait pas, soit essentiellement par ce qui se fait sous son autorité fluctuante. Au point qu'un seul Français sur cinq lui fait encore confiance et que cela dure depuis bientôt deux ans. Les Français ont vu par exemple son gouvernement multiplier par deux ses effectifs. Par trois les comités Théodule, qui ne servent qu'à gagner du temps ou à noyer le poisson en se penchant sur des problèmes dits de société, alors qu'il y a urgence à prendre à bras le corps et sans délai ce qui devrait être la priorité des priorités, au bord du précipice économique au fond duquel nous risquons de sombrer : dépenser moins et faire mieux avec ce que l'on a. Le comble a déjà été atteint lorsque un ministre du premier rang nous a dit clairement, sans être désavoué, que son objectif à propos du mariage pour tous était le « changement de civilisation ». Diantre ! Cela vaut aussi pour d'autres ministres, sans que le président ne pipe mot : celui de l'Éducation nationale qui veut soustraire les enfants dès la maternelle à l'influence de leurs parents pour donner à l'école, seule, la responsabilité de les « éduquer » selon ses propres convictions. Ceci à l'encontre des souhaits de la plupart des premiers intéressés : leurs pères et leurs mères ! Celui de l'Intérieur qui ne fait arrêter que cinq casseurs à Nantes où des dégâts considérables sont déplorés, mais des centaines dans la foule qui défilait pacifiquement dans les rues, avec enfants, pour manifester son opposition au mariage pour tous ; ou encore, quand le même emploie des méthodes de contre-espionnage offensif pour faire surveiller par une étrangère ceux qu'il qualifie abusivement de subversifs, en échange de sa naturalisation.

La liste est déjà longue de telles dérives plaçant l'accessoire avant l'essentiel. Qu'on y prenne garde : c'est bien de la reprise sous d'autres vocables de la thématique marxiste qu'il s'agit en fait. On sait où elle les a menés !

Avec en plus chez nous une conséquence qui est lourde de menace pour l'avenir : l'assimilation des immigrants, qui se faisait en deux et parfois même en une seule génération, ne se fait plus du tout pour certains de plus en plus nombreux. Savent-ils, tous nos politiciens, que la technique qu'ils utilisent est exactement celle qui prévalait derrière le rideau de fer - goulags en moins - avant la mort de Staline, quand on y rêvait d'un homo-sovieticus :

- En premier lieu museler la parole : ce fut chez nous le « politiquement correct », auquel la droite n'osa jamais s'opposer de peur de paraître « raciste » ou ringarde... et finit même par faire sien.
- Dans le même temps, l'emploi répété à satiété de qualificatifs péjoratifs et déshonorants d'opinions censées être celles de notre peuple : racisme, xénophobie, pillage des richesses de nos colonies.
- Création d'un vocabulaire qui met en accusation quiconque ose dire des vérités qui les contredisent : par exemple que la colonisation a bien eu des aspects très positifs dans nombre de pays de notre ex empire colonial ! Gauche et droite ont fait baisser pavillon à ceux qui voulaient rappeler ce qu'était l'Afrique avant l'ère des colonies, et ce qu'elle est devenue depuis, soit la proie de vrais prédateurs qui y font ce qui les intéresse et pillent, eux, réellement, les richesses de ce continent !

Le plus grave est de permettre ainsi à des minorités en provenance de nos ex colonies ou protectorats de devenir envahissantes en Europe alors qu'on se demande bien pourquoi elles viennent chercher chez ceux qui les auraient pillées, des moyens de vivre qui n'existent plus dans leur pays.

Mais là, la parade a été trouvée depuis longtemps et droite et gauche en sont complices : il a suffi de les convaincre qu'ils ont des droits sur nous et que nous devons nous repentir et honorer ces droits. Rappelons que ces propos datent de l'ère stalinienne qui, n'ayant pas vu l'histoire du monde en marche selon l'analyse de Marx qui prévoyait que les masses ouvrières submergeraient inéluctablement un jour les possédants, diffusa la « Tricontinentale » dans le monde entier, soit l'analyse d'un capitalisme ne perdurant que pour avoir pillé et pillant encore ses colonies.

Ce fut d'ailleurs les agents de l'URSS et leurs affidés, français de nationalité, mais communistes de religion, qui endoctrinèrent en ce sens les Ho Chi Minh, Pol Pot et autres « libérateurs » de leur peuple, lesquels devinrent les acteurs les plus actifs des combats menés contre la France. Ce qui était le but réel de l'URSS dans cette affaire, avec la complicité tacite des USA qui voyaient d'un mauvais œil ces marchés dits "captifs" échapper à leurs entrepreneurs !

Même en ne faisant pas du passé table rase, force est de constater que les problèmes de la France viennent tous de la fin de l'assimilation des néo-Français à leurs contemporains de souche; certains même rêvant à en inverser le sens, en faisant de notre pays le leur !

Ce n'est pas une vue de l'esprit. Ils l'ont d'ailleurs annoncé : leur arme ne sera pas l'atome mais le ventre de leurs femmes ! Tout le monde le sait, personne ne s'en soucie : le problème, c'est de les faire bien voter jusque là. Alors on leur dit ce qu'ils aiment entendre, à droite comme à gauche, et à chaque élection ! Pour eux, nulle prise en compte des effets dévastateurs de la politique de « repentance » !

Après eux, le déluge !
Mais pas de Noé à l'horizon !

Logique de gauche

- **Thierry Mandon, porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale défend Christiane Taubira, « dont la maladresse d'expression ne doit pas masquer la gravité des affaires, le tintamarre de casseroles autour de l'UMP et de Nicolas Sarkozy ». Un tintamarre qui n'a pourtant pas réussi à couvrir les mensonges de la Garde des sceaux.**
- **Jean-Marc Ayrault : « En Europe, beaucoup de gouvernements ont moins de ministres que nous et ça ne marche pas plus mal ». Il est même à peu près certain que cela marche beaucoup mieux, les résultats étant inversement proportionnels au nombre de ministres !**
- **Fervent défenseur du « made in France », le ministre du Redressement productif n'apprécie pas que l'équipementier de l'équipe de France de football, Nike, fasse fabriquer le maillot des Bleus en Thaïlande. Bien sûr, si les maillots étaient payés par l'État au lieu de Nike, Montebourg pourrait les faire produire en France !**
- **Selon Christiane Taubira, la France est tombée aux mains des « obscurantistes qui brandissent une identité crispée ». Notre Garde des sceaux, frileuse quand elle est au ban des accusés, n'a pas peur des mots quand il s'agit de qualifier les Français.**
- **Selon Michel Sapin, ministre du Travail : « la rémunération du capital n'est pas une priorité en France ». C'est tout à fait exact et c'est d'ailleurs pourquoi personne ne veut plus investir chez nous.**
- **Anne Hidalgo, candidate socialiste à la Mairie de Paris, révise son vocabulaire : les « salles de shoot » sont devenues des « salles médicalisées ». Nous n'avons jamais dit que nous étions contre, simplement que nous n'étions pas pour.**
- **Julie Gayet sort un clip dénonçant les « mariages forcés ». Pense-t-elle réussir là où Ségolène Royal et Valérie Trierweiler ont échoué ?**
- **François Hollande réfléchit à la succession de Harlem Désir à la tête du Parti Socialiste. « Moi président, je ne serai pas le chef de la majorité » disait-il. Mais ça, c'était avant !**
- **Christiane Taubira donne une conférence à Montréal sur le thème « quelle place pour la loi ». Il est vrai que, quand il est trop difficile de trouver une place pour la loi, il reste toujours ses ordonnances et ses circulaires ministérielles !**
- **Les amis de Manuel Vals le disent « préoccupé par les sondages le concernant ». Qu'il se rassure, même si ces derniers baissent encore, il ne seront jamais aussi bas que ceux de François Hollande !**
- **Les éditeurs proposent cent mille euros à Valérie Trierweiler pour un livre sur sa relation avec François Hollande. Elle devrait se dépêcher d'accepter avant de se faire à nouveau damer le pion par Julie Gayet !**
- **Daniel Cohn-Bendit réfléchit au remplacement de Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne et verrait bien Michel Barnier (UMP) lui succéder. « C'est un Delors du Centre-droit », avance-t-il. Après avoir viré du rouge au vert, Dany serait-il en train de virer au bleu ?**
- **Alors que Jean-Marc Ayrault plaide pour une réduction du nombre de ministres, les médias débordent de noms de « ministrables ». Curieusement son nom n'apparaît que rarement sur la liste des « premier ministrables.**
- **Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, a annoncé sur les ondes une décision du conseil de surveillance de Vivendi avant même que ce dernier se réunisse. Montebourg, c'est l'inverse de Taubira, il connaît les choses avant même qu'elles se produisent ! Malheureusement pour lui, Vivendi l'a fait mentir en décidant de vendre SFR à Numéricâble et non à Bouygues, comme Montebourg l'avait annoncé !**

Ukraine

Les événements qui se déroulent ces temps-ci à l'Est de l'Europe ne sont pas des péripéties locales. Elles sont des opérations d'une nouvelle guerre froide entre la Russie et les États-Unis. Les États de l'ouest européen n'interviennent dans cette affaire qu'en tant que supplé-
tifs des USA et sous le faux nez de l'Otan. La Russie défend son glacis et les USA ne peuvent pas supporter qu'un pays autre qu'eux-mêmes soit une pétro-puissance. L'Irak, la Libye, la Syrie et bientôt l'Iran en font ou en feront l'amère expérience.

Dans son coin, la Corée du Nord, non-pétrolière mais cependant nucléarisée et gouvernée par un dangereux maniaque, peut dormir tranquille. Les véritables intérêts économiques, politiques et civilisationnels devraient au contraire rapprocher les États européens de la Russie – qui reste géographiquement et politiquement une puissance européenne

Paul Turbier - 4VH

Le règne de l'amateurisme

Ce gouvernement est en dessous de tout. Après avoir nié la crise et promis croissance et emplois dès 2013, il a commencé par casser la dynamique du pays en décourageant tous les acteurs économiques par une fiscalité démentielle. François Hollande n'ayant toujours pas compris que seuls les riches sont capables d'investir et de créer des emplois, patrons, propriétaires bailleurs, épargnants et actionnaires se sont tous retrouvés dans le collimateur de Bercy, tels des nuisibles à éliminer.

Le résultat est à la mesure de l'amateurisme ahurissant de notre président. Non seulement le gouvernement est incapable de maîtriser la dette et les déficits, malgré un délai supplémentaire de deux ans accordé par Bruxelles, mais le chômage bat record sur record avec cinq millions de sans-emploi.

N'osant plus invoquer l'inversion de la courbe du chômage, promesse présidentielle rabâ-
chée pendant dix-huit mois mais non tenue, le gouvernement se voit contraint d'annoncer une « stabilisation » ou un « ralentissement de la hausse ». Ce qui, d'ailleurs est totale-
ment faux puisque l'augmentation de janvier, 8900 chômeurs de plus, est supérieure à cette de décembre qui était de 5000 demandeurs d'emplois supplémentaires. Où est donc la stabilisation ?

L'incompétence de ce gouvernement, qui semble se complaire dans l'inaction et la médiocri-
té a de quoi inquiéter. En presque deux ans, aucune réforme efficace n'a été engagée et tout, absolument tout, s'est aggravé Et, avec une majorité qui n'a rien d'une équipe soudée mais qui a tout d'un attelage bancal sue le point de se disloquer, il n'y a plus grand-chose à espérer de cette gauche aussi arrogante qu'incompétente.

Vivement les élections !

Jacques Guillemain—Marianne

Fausse bonnes nouvelles

Les attaques politico-juridico-médiatiques contre Sarkozy et Copé s'accompagnent de fausses bonnes nouvelles distillées avec délice par les mêmes politiciens et journalistes. Ainsi, la courbe du chômage se serait inversée fin 2013 et le patronat et les syndicats se-
raient parvenus à un accord sur les contreparties du pacte de responsabilité.

Bien sûr, FO et la CGT n'ont rien signé et restent opposées par principe à tout ce qui pour-
rait abaisser le coût du travail.

Bien sûr, il n'y a pas d'engagements chiffrés sur les créations d'emplois (comment cela pourrait-il être possible?).

Bien sûr, le Premier ministre précise que les baisses de charges vont être concentrées sur les bas salaires, ce qui présage d'un texte de loi complexe, comme les socialistes les ado-
rent.

Bien sûr, les baisses de charges éventuelles ne seront effectives qu'en 2015.

Bien sûr, on ne sait toujours pas comment l'État va compenser les 30 milliards de baisses de cotisations promises...

Mais qu'importe! Pour le gouvernement, un accord a été signé et c'est tout ce qui compte!

Roger Laroche - 4VH

Guignols

La France est dirigée par son administration, mais aussi par les administrations européenne et onusienne. S'y ajou- tent des associations et nos médias subventionnés, car l'informa-
tion, c'est aussi le pouvoir. La justice, censée sanctionner les crimes et délits, est égale-
ment devenue toute-puissante puisqu'elle peut même mettre sur écoute télépho-
nique n'importe quel Président de la République à son insu. À tout cela, s'ajoutent encore les con-
train- tes économiques. Dans ces condi- tions, nos élus, jouets des journalis- tes, ne sont plus que des guignols qui nous coûtent très cher.

Albert Kuhlman - 4VH

Cynisme des fonctionnaires

Le cynisme des fonctionnaires d'autorité quand ils appliquent les consignes totalitaires de leur ministre, fait froid dans le dos.

C'est Jean-Marie Salanova, directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines qui, interpellé sur le chantage que ses personnels ont fait subir à la jeune étudiante russe Anna, sommée d'espionner et dénoncer ses amis de la « Manif'pour tous », sous peine de voir sa demande de naturalisation recevoir un avis défavorable, déclare sans la moindre gêne qu'« il a été constaté qu'elle était en contact avec des groupes manifestant sur la voie publique », et estime qu'« Il est tout à fait légitime de se renseigner sur ces actions, poursuit-il.. »

Ces actions, selon le policier qui a menacé Anna, consistent à « continuer à manifester alors que la loi sur le mariage pour tous a été votée. » (Comme si les gens de gauche s'étaient abstenus de manifester, en de très nombreuses occasions, contre des lois dûment votées et d'obtenir ainsi leur abrogation ! alors que contester la législation existante est parfaitement licite, pourvu que ce soit sans violence et sans s'opposer à son application, restrictions que les mouvements de gauche ont largement ignorées quand ils se sont opposés, pour ne citer que quelques exemples récents, à une réforme des retraites, à la CPE, ou aux lois antérieures sur le mariage, l'avortement, etc.)

C'est le Directeur académique de l'Académie de X... qui, confronté à des parents indignés que, en dépit de leur refus de voir leur fils de onze ans visionner le film Tomboy, celui-ci ait été contraint de le voir en projection privée au CDI, puis de subir trois cours et deux contrôles à propos de ce film, défend le choix de ce film et l'attitude du professeur de français qui a passé outre à l'autorisation de ne pas aller voir ce film donnée par le principal

Or, l'opposition des parents s'explique parfaitement : selon les propres déclarations de ses auteurs, le film Tomboy, est un film militant, en faveur de l'idéologie du genre :

« Je voulais pouvoir faire un film qui milite à un endroit où ça allait fonctionner, où je n'allais pas m'adresser à des gens déjà convaincus, parce qu'il y a une promesse de cinéma derrière. J'ai le souci de ces équilibres : il faut toucher un maximum de gens avec des messages subversifs et politiques, »...

Ce film n'était d'ailleurs pas destiné aux enfants, dont on sait que, n'ayant pas la maturité suffisante, ils peuvent être – et sont souvent – considérablement troublés par une ambiguïté que même les adultes ont des difficultés à déchiffrer.

Mais le Directeur ne veut pas le savoir. Il se contente de répliquer, avec un extraordinaire cynisme, que « Le ministère a aussi le devoir d'éducation, que le processus d'éducation passe effectivement par l'arrachement : c'est l'héritage des lumières, » et de conclure que si les parents ont été « écoutés », ils n'ont pas été « entendus ».

Oui, « arracher » les enfants à leurs familles, leur imposer (s'agissant en outre d'activités en principe facultatives) un enseignement – illustré par un film alors qu'on sait combien les enfants sont sensibles à ce qui passe par l'image – que leurs parents ont voulu interdire, c'est, selon ce Directeur (qui de l'opinion des parents, se moque comme de sa première chemise, les instructions de son ministre surpassant, de toute évidence, jusqu'à la Déclaration universelle des droits de l'homme, ratifiée par la France, qui reconnaît aux parents le droit de décider de l'éducation à donner à leurs enfants), une façon d'enseigner « la morale, la morale laïque. »

À condition d'admettre que « la morale laïque », c'est celle de ce film qui entraîne les jeunes spectateurs dans l'empathie avec un personnage qui ment, qui usurpe une autre identité, qui manipule sa petite sœur en la rendant complice du mensonge et qui tombe dans des excès frisant la pathologie (confection d'un pénis en pâte à modeler pour donner l'illusion d'être un garçon lors de la baignade avec la bande de copains).

Marie Merlin - 4VH

Tous pourris ?

Les affaires ne cessent de se succéder. Les journalistes en tirent le meilleur parti, car leur objectif est d'avoir des lecteurs. La justice se fait également « mousser » à travers elles, montrant ainsi sa force.

Un ancien Président (Jacques Chirac) a été condamné à 2 ans de prison avec sursis comme un voyou.

Un ministre du Budget est poursuivi pour avoir eu un compte occulte en Suisse.

Aujourd'hui, on apprend que M. Sarkozy, présumé coupable, était sur écoute téléphonique, comme un malfaiteur...

Nos politiciens apparaissent de plus en plus comme des corrompus, ayant pour seuls objectifs le pouvoir et une place au soleil. Avec la mauvaise image de nos politiciens, c'est la démocratie qui finit par être disqualifiée. Cela favorisera ceux qui n'ont jamais gouverné comme le FN. Mais surtout l'abstention.

Jean-Marie Schuller - 4VH

Oui, la finance est notre amie

L'effondrement des bourses mondiales a correspondu à une destruction massive de monnaies. La remontée des indices boursiers profite évidemment par ricochet aux PME, et surtout à la croissance. François Hollande compte, à juste titre, sur cette manne providentielle qui viendra de la conjoncture internationale. Même si nous aurons du retard par rapport à d'autres pays plus libéraux, l'inversion de la courbe de l'emploi et le retour de la prospérité sont à prévoir avant 2017, année de l'élection présidentielle.

Jean Dinet – Marianne

*Cette Lettre hebdomadaire est publiée chaque dimanche
Demandez la gratuitement à lignedroite@voila.fr*